



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 14 décembre 2021

Envoyé en préfecture le 16/12/2021

Reçu en préfecture le 16/12/2021

Affiché le 16/12/2021

SLO

ID : 083-218300044-20211214-DLH1590H1-DE

Délibération n° 21.06.121 - Convention d'accompagnement faisant intervenir le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Var (CAUE Var) pour l'actualisation d'une palette chromatique accompagnée d'une charte façades ainsi que d'une charte des devantures et des terrasses commerciales

L'an deux mille vingt-et-un le quatorze décembre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 07 décembre 2021

Présents : Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Christophe FAURE, Geneviève DIBO, Marie-pierre CHARLES, Stéphane HUDDLESTONE, Elisabeth SORET, Nathalie CHALOPIN, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, David ROLFI, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

Absents : Floris GRANDVARLET, Cindy FORTERRE-ROL, Fabienne LEQUENNE, Christophe CHAVERNAS

Procurations : VIRQUIN Christelle a donné pouvoir à HUDDLESTONE Stéphane, CHEVALAZ Didier a donné pouvoir à POMMERET Olivier, LAMAT Frédéric a donné pouvoir à GROSSI-WAGNER Emilie, KESTEMONT Pierre a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, DE GRENDÉL Sonia a donné pouvoir à FAURE Christophe, BONNAUD Sophie a donné pouvoir à SORET Elisabeth

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	19	4	6	25

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 précisant que l'architecture est une expression de la culture et que la création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public ;

Vu l'agrément mentionné à l'article L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales dont le CAUE Var bénéficie ;

Considérant que le CAUE Var poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement ;

Considérant qu'il fournit aux personnes publiques ou privées qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre ;

Considérant qu'il a également pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage ; qu'il contribue, directement ou indirectement, à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction ;

Considérant que le CAUE est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet de paysage, d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement ;

Notre commune est dotée d'un patrimoine bâti ancien de grande qualité ayant une réelle valeur patrimoniale. Or, la municipalité s'est engagée dans le cadre de son mandat à renforcer l'attractivité du centre-ville. Ainsi, et afin de poursuivre cet objectif, il convient d'actualiser la palette chromatique et de se doter d'une véritable charte de traitement des façades ainsi que d'une charte des devantures et terrasses commerciales.

Ces outils permettront de sensibiliser et d'impliquer élus et administrés dans la préservation du patrimoine, de la qualité architecturale et l'harmonie du cœur du village. Ils aideront également les instructeurs de permis de construire dans le traitement des autorisations d'urbanisme.

Le CAUE propose de réaliser ladite mission en contrepartie du versement d'une participation financière de 2750 euros, dans le cadre et l'esprit des principes énoncés par la loi sur l'architecture visée ci-dessus.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention d'accompagnement annexé à la présente délibération ;
- de l'autoriser à signer ladite convention ;
- d'inscrire les crédits nécessaires au budget ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,



Nathalie GONZALES